



PRESIDENT'S PODIUM

Who Speaks for Optometry?

"Who speaks for Optometry?" is a basic question that optometrists and their patients are now asking when dealing with federal Ministries like Health and Welfare, the Ministry of External Affairs, the Ministry of National Defense, the Ministries of the Solicitor General and Finance, the CNIB, the various provincial Ministries and departments, including Education, Health and Social Affairs, etc.

The answer to this question should be "the vision care experts — optometrists."

It *should* be, but this, however, is not the case. As things stand presently, the profession has little or no representation at the bureaucratic and/or consultative levels to assist government and major vision care agencies in determining policy and direction for satisfying the vision care needs of *millions* of Canadians.

This is a ridiculous situation when one considers that 2,500 optometrists provide 75% of the vision examinations conducted in this country. As a university educated, primary health care practitioner, the optometrist's potential contribution in defining the visual health care needs of Canadians is simply not being developed, or even explored.

Why does this situation exist? For years, a perception shared by government, industry, other health professions and even the public has been that the medical specialty of Ophthalmology can provide all the expertise and insight necessary in planning for optimum vision and eye care in Canada. With only this limited specialty to draw on, however, a major emphasis has been placed on eye pathology and its medical treatment when this accounts for only about *five per cent* of Canadians' vision care problems. Most vision and eye care patients suffer from functional vision problems and the only specialists in this field are optometrists.

During the last twenty years, governments, both provincial and federal, have moved strongly into health care *planning*, since they control the "purse strings" through which vision and eye care services, among others, are paid. The limited scope of coverage, historically, has been directed from a narrow, medical base. Therefore, every day we see examples of optometric services' being misunderstood and the principle of squeezing "round" services into "square" holes, as a result, has met with very limited success and with ever increasing resistance.

It is time to reshape the vision and eye care model in Canada and to utilize the optometrist's training and expertise in many areas, including: public health, sports, low vision, industrial and environmental vision, vision therapy and orthoptics, contact lenses, vision standards, material standards, learning disabilities, geriatric and pediatric vision, military vision and eye care, education, research, to name just a few areas which come immediately to mind.

And how is this to happen? This profession must move from its strong and established service mode and expand into a *planning* mode by placing optometrists not only on Boards and Commissions, but also, right within the bureaucracy as part-time and full-time consultants. With this in mind, the Canadian Association of Optometrists is approaching the various federal agencies and requesting this type of representation. Provincial Associations are being encouraged to move in this same direction.

Comprehensive vision care services to the Canadian public will be achieved only when a proper voice is provided to Optometry!

Bruce N. Rosner, OD
President, CAO

Qui parle pour l'optométrie?

"Qui parle pour l'optométrie?" Voilà une question fondamentale que les optométristes et leurs patients ont appris à poser dans leurs rapports avec les ministères fédéraux, dont le ministère de la Santé et du Bien-être social, le ministère des Affaires extérieures, le ministère de la Défense nationale et les ministères du Solliciteur général et des Finances, avec l'INCA et avec les divers ministères provinciaux, dont l'Éducation, la Santé et les Affaires sociales, etc.

La réponse devrait être: "Les spécialistes de la vision, c'est-à-dire les optométristes".

Cela *devrait* être, mais cela n'est pas. Au point où nous en sommes, la profession a peu ou pas de représentation aux niveaux bureaucratique et (ou) consultatif pour aider le gouvernement et les principaux organismes des soins de la vision à déterminer la politique et l'orientation à suivre pour répondre aux besoins en soins de la vision de *millions* de Canadiens.

Situation absurde, lorsqu'on songe que 2 500 optométristes font 75% des examens de la vue effectués au Canada. L'optométriste, diplômé d'université, se situe au premier niveau des professionnels de la santé; sa contribution éventuelle à la définition des besoins en soins de la santé visuelle des Canadiens n'est tout simplement pas développée, ni même explorée.

Pourquoi cette situation? Pendant des années, le gouvernement, l'industrie, les autres professions sanitaires et même le public ont pensé que la spécialité médicale de l'ophtalmologie procure toutes les connaissances et les perceptions nécessaires pour planifier les meilleurs soins de la vision et de la vue au Canada. Mais, en ne s'appuyant que sur cette spécialité limitée, on a mis un accent considérable sur la pathologie de l'oeil et son traitement médical, qui ne représentent pourtant qu'environ 5 % des problèmes de soins de la vision des Canadiens. La plupart des malades qui ont besoin de soins de la vision et de la vue souffrent de problèmes fonctionnels de vision. Or, les seuls spécialistes dans ce domaine sont les optométristes.

Au cours des vingt dernières années, les gouvernements, tant provinciaux que fédéral, se sont résolument orientés vers la *planification* des soins de santé, puisqu'ils détiennent les "cordons de la bourse" lorsqu'il s'agit de payer les soins de la vision et de la vue, entre autres. La gamme limitée de la couverture a toujours été assurée par une base médicale étroite. Par conséquent, nous voyons chaque jour des exemples d'incompréhension des services optométriques et l'inadéquation des services et des besoins a donc permis des succès très mitigés et a soulevé une résistance accrue.

Il est temps de refaire le modèle des soins de la vision et de la vue au Canada et de faire appel à la formation et aux connaissances spécialisées de l'optométriste dans un grand nombre de domaines, dont: l'hygiène publique, les sports, la faible vision, la vision industrielle et environnementale, la thérapie de la vision et l'orthoptie, les verres de contact, les normes de la vision, les normes du matériel, les troubles d'apprentissage, la vision gériatrique, les soins de la vision et de la vue dans les forces armées, l'éducation et la recherche, pour ne nommer que quelques domaines qui viennent immédiatement à l'esprit.

Et comment cela se fera-t-il? La profession est en mode de service fort et établi; elle doit passer en mode de *planification* en faisant non seulement accéder ses membres à des postes au sein des conseils et des commissions, mais encore en leur faisant une place au coeur même de la bureaucratie en tant qu'experts-conseils à temps partiel et à plein temps. C'est dans cette optique que l'Association canadienne des optométristes prend contact avec les divers organismes fédéraux et réclame ce genre de représentation. Les associations provinciales sont invitées à se donner la même orientation.

Ce n'est qu'en donnant à l'optométrie un porte-parole compétent que l'on donnera au public canadien des services complets de soins de la vision!

Bruce N. Rosner, OD
Président de l'ACO